

AÏN DEFLA

La Protection civile à l'épreuve d'un séisme simulé

Une opération de grande envergure a été lancée lundi dernier à 2h du matin pour tester ses capacités d'organisation d'intervention, de gestion des secours en cas de séisme qui frapperait une zone urbaine, une opération qui doit être clôturée, aujourd'hui.

Pour ce faire, ce sont quatre colonnes de secours qui ont été mobilisées notamment celles de Chlef, de Tissemsilt, de Tipasa et de Aïn Defla composées dans leur ensemble de 260 agents et cadres dotées de leur équipement. Selon les explications fournies par le chef de l'exécutif de la wilaya accompagné du P/APW et des responsables des différents services de sécurité, chacune de ces colonnes est mobilisable et est apte à intervenir sur le site sinistré dans un délai n'excédant pas 2h. Chacune est dotée de ses propres capacités matérielles, de sa logistique, de son service de restauration, donc capable de vivre en autarcie tout le temps de l'intervention.

Le PC de commandement est doté des moyens de communica-

tion les plus modernes fonctionnant à l'énergie solaire en prévision d'une perturbation du réseau électrique. Le rôle de ce PC est de rester en contact permanent avec toutes les instances de responsabilité à savoir la Direction générale de la Protection civile qui elle a à sa charge non seulement de coordonner les secours mais de tenir informés les autres centres de décisions.

Il est prévu dans ce plan d'intervention une organisation d'un service d'évaluation, d'identification et d'évacuation, chacun de ces services sous le commandement d'un officier. Dans ce cas de figure, comme il ne s'agira pas seulement de constater le nombre des victimes mais aussi de leur porter les premiers

secours selon la gravité des cas, chacune de ces colonnes compte un poste médical avancé (PMA) qui aura à charge d'orienter les victimes vers d'autres structures sanitaires déjà répertoriées.

A ce sujet, il est à noter cependant que la plus grande commune de la wilaya, Khemis Miliana, la plus peuplée ne compte qu'un hôpital construit dans la hâte en préfabriqué à la suite du séisme du 10 octobre 1980 et qui avait touché principalement la commune de Chlef.

Cet hôpital est aujourd'hui dans un état de déperissement avancé, atteint par l'usure et la limite d'âge. Certes, on évoque un plan national pour la construction de 42 hôpitaux dont 2 dans la wilaya de Aïn Defla pour remplacer ceux de Khemis Miliana et El Attaf. Cependant, au chef-lieu de wilaya, un grand hôpital de 240 lits est en cours de construction, le taux d'avancement des travaux a dépassé les 25%,

avons-nous appris. Par ailleurs, au niveau de la base de cette opération, implantée sur le site de la zone industrielle, la délégation officielle a assisté à la démonstration d'un méga-engin de dépannage, doté d'un mode de relevage pouvant soulever des poids atteignant les 32 tonnes, engin qui vient d'être octroyé à la Direction de la Protection civile de Aïn Defla. On précise que la Direction générale a acquis, dans le cadre d'un achat groupé, 6 de ces engins coûtant chacun 3,5 milliards de centimes .

Pourquoi cette opération dans la wilaya de Aïn Defla ? A noter que le nord de la wilaya et surtout le nord-ouest, constitue une zone où l'activité sismique est assez importante, au premier degré, avec 18 secousses de 2,3 à 3, 7 degrés sur l'échelle de Richter et 6 secousses déjà depuis le début de l'année 2015, avec une magnitude sensiblement égale. Si la base vie des

quatre colonnes groupées a été installée dans la zone industrielle à la sortie ouest de Aïn Defla, l'intervention simulée a lieu au niveau du nouveau pôle d'habitation en cours de réalisation à l'entrée Est de la ville, dans le quartier «Echellal»

Karim O.

3 élus de l'APC suspendus pour démêlés avec la justice

L'affaire avait éclaté l'année 2011. Selon des sources concordantes dignes de foi, il avait été reproché à ces élus, ainsi qu'à d'autres fonctionnaires, notamment employés au service des marchés, d'avoir enfreint la procédure d'attribution d'un marché public, lors de l'ouverture des plis, à un entrepreneur pour la réalisation d'un mur d'enceinte de l'école El-Hachemi-Larbi, sise dans l'un des quartiers de la ville.

Toujours selon nos sources, les 3 élus mis en examen par le procureur de la République de Khemis Miliana, comme le stipule la législation en vigueur qui veut que les élus soient justiciables devant une juridiction autre que celle où ils sont mandatés.

Comme le prévoit aussi la législation, suite à la poursuite judiciaire, le wali est tenu de suspendre les mis en cause. Cependant si les concernés sont innocentés par la justice ils recouvreront tous leurs droits.

La mise en examen n'étant pas une condamnation, la présomption d'innocence restera en vigueur tant que la justice n'aura pas tranché.

Ces trois mis en cause, qui font partie de l'Assemblée communale de Aïn Defla, sont issus de 3 partis différents, le FLN, le RND et le parti de Bounedjma, avons-nous appris.

K. O.

Le faux officier de la gendarmerie qui escroquait les candidates au mariage se retrouve en prison

Un agent d'une administration publique, frisant la quarantaine, résidant dans la daïra d'El Abadia, a trouvé l'astuce d'escroquer des femmes qui désirent fonder un foyer dans la légalité, en exploitant leur naïveté, en leur faisant miroiter qu'il avait un statut et une fonction honorable.

C'est ainsi qu'il prit pour cible une jeune femme âgée de 36 ans, veuve, mère d'une petite fille.

Après avoir pris contact avec elle, il s'est présenté à elle comme exerçant la fonction de lieutenant de gendarmerie et qu'il venait d'être promu capitaine.

Selon une source très crédible, le mis en cause a mobilisé

une délégation féminine comme étant de sa famille pour aller demander la main de sa victime.

Après avoir obtenu l'accord de principe, il arrive à la convaincre pour qu'elle lui cède un ensemble de bijoux d'une valeur de 15 millions de centimes puis une somme d'argent s'élevant à une cinquantaine de millions de centimes.

Toujours selon notre source, le faux gendarme a cru avoir réalisé son escroquerie en pensant que sa victime par peur du qu'en-dira-t-on allait accepter sa déconfiture sans réagir. Il s'était trompé puisque la dame trompée et escroquée a eu le courage d'aller déposer une plainte en bonne et due forme au niveau de la police judiciaire.

Fort de la plainte déposée, une enquête a été ouverte et l'individu qui avait troqué son vrai nom A. B. par un autre et même son lieu de résidence a pu être identifié, localisé comme agent

d'administration et interpellé puis déféré.

Après avoir été entendu par le juge d'instruction et confondu par un témoignage sans appel, accusé d'escroquerie et d'usurpation de fonction, il a été incarcéré, jugé et condamné à une peine d'emprisonnement et à la restitution des biens extorqués.

Par ailleurs, selon d'autres sources non moins crédibles, l'accusé compte à son tableau de chasse d'autres victimes qui n'ont pas osé porter plainte de peur toujours du qu'en-dira-t-on.

K. O.

PRISE EN CHARGE DES TROUBLES AUTISTIQUES

Vers la création d'un master à l'Université de Tizi-Ouzou

La création d'un master sur les troubles autistiques au niveau de la Faculté des sciences sociales (département de psychologie) de l'Université de Tizi-Ouzou est en passe de devenir une réalité. En tout cas, la recommandation prise à l'issue de la rencontre sur l'autisme, initiée par l'Association des enfants inadaptés mentaux de la wilaya de Tizi-Ouzou (AEIM) a suscité un intérêt consensuel auprès des participants, et notamment du vice-doyen de la faculté concernée, M. Boutaba, qui a pris part à cette journée scientifique qui s'est déroulée, lundi dernier, à l'hémicycle Rabah-Aïssat de l'APW.

L'autisme entre pathologie et différences est le thème traité durant cette journée scientifique qui a donné lieu à un débat fructueux animé par des universitaires et des spécialistes de la santé mentale.

Le diagnostic, la prise en charge des enfants et adolescents souffrant de troubles autistiques et les causes de leur survenue ont donné lieu à une petite controverse. Jeune doctorante et maître assistante en orthophonie, à l'Université de Tizi-Ouzou, M^{me} Y. Ouerk défendra la théorie fondée sur les neurosciences cognitives contre les interventions fondées sur les approches psychanalytiques qu'elle considère non perti-

nentes. Un avis qui n'est pas partagé par D^r Bousliman, pédopsychiatre et D^r Amirèche, médecin spécialiste en psychiatrie ainsi que par D^r Boudarène, psychiatre qui a parlé du rôle des carences affectives dans la survenue des troubles psychiques. Problèmes relationnels qui, nuance-t-il, peuvent être mis en cause dans l'émergence de l'autisme.

Outre ces questions conceptuelles et théoriques, le débat a permis de mettre en évidence des réalités et des situations tangibles vécues par le sujet autiste et par sa famille.

L'autisme, à l'instar des autres infirmités mentales ou physiques, est, souvent, vécu de façon dra-

matique au sein des familles qui se sentent désespérées devant cette affection mentale qui est, généralement, mal perçue sur le plan social, selon de nombreux intervenants dans le débat.

Pris entre leurs responsabilités parentales et le regard stigmatisant de la société, bien des familles imposent un black-out sur l'autisme de leur enfant quand ce n'est pas ce dernier qui est, tout simplement, caché au regard extérieur. «Des enfants autistes ont été gardés à la maison jusqu'à l'âge de 16 ans par leurs parents qui, faute de pouvoir faire face aux exigences d'une maladie lourde et contraignante, n'ont d'autres choix que de prendre attache avec un praticien ou une structure spécialisée.» Ce témoignage renseigne sur l'énergie qui est déployée au quotidien par les parents d'enfants autistes dont la cause interpelle l'ensemble de la société qui, a-t-on souligné, a besoin d'être informée et sensibilisée à la réalité de cette catégorie de personnes qui nécessitent, à l'instar de l'ensemble des personnes physiquement et men-

talement inadaptées, des services adaptés à leurs besoins.

T. Khoulas de l'AEIM de Tizi-Ouzou a souhaité un engagement plus conséquent de la part des institutions en faveur de tous les handicapés, en terme de soutien qui leur est dû par la société. «C'est le mouvement associatif qui joue le rôle de locomotive et non les pouvoirs publics qui sont enfermés dans une logique quantitative et statistique», se désole ce membre de l'AEIM qui plaide pour une réponse institutionnelle «humaniste», adaptée aux exigences réelles et spécifiques de cette catégorie de la population qui nécessite un meilleur accompagnement comme, par exemple, un environnement plus adapté à leurs conditions de vie «d'où la nécessité de changer les lois», ont suggéré d'aucuns, dans le débat. «Il n'y a autiste que s'il n'est pas accepté par la société», soulignera M. A. Rezzik, enseignant au département d'anglais à l'Université de Tizi-Ouzou.

«Vivre l'autisme, les voix de la différence» est l'intitulé de son

exposé où il s'interroge si l'autisme est une pathologie ou une différence, partant d'un constat puisé dans la littérature qui veut que l'autisme est un désordre, un déphasage à la norme socio-mentale.

Défendant le droit à la différence qui doit être conféré à l'autiste en tant qu'être social, l'orateur reprendra à son compte la revendication largement partagée sur la nécessité d'adapter les politiques publiques aux besoins des handicapés. En particulier des autistes qui constituent une population à laquelle répond depuis des décennies un manque criant de structures d'accueil, notamment dans le domaine éducatif. L'Etat doit respecter ses obligations de garantir l'accès à l'éducation et à l'enseignement au sein des écoles publiques pour les enfants autistes qui constituent une population.

Considéré comme un problème de santé publique, la pathologie autistique reste coincée entre une prise en charge lacunaire et un mauvais dépistage ou qui vient, souvent, en retard.

S. A. M.